



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Service transition énergétique et
mobilités**

Cellule déplacements

Le préfet de la Haute-Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 21 septembre
2026

Arrêté n° DDT-2026-1060

portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A41N, afin de réaliser
les travaux de remplacement des joints de chaussées du PI 4005 AU PR 140+340
dans le sens Annecy vers Genève

VU le code de la route ;

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2026_096 du 17 août 2026 portant délégation de signature à M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n°DDT-2026-1042 du 18 août 2026 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0956 du 30 juin 2021 portant réglementation permanente de police sur les autoroutes A41 et A410 dans le département de la Haute-Savoie ;

15 rue Henry Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-arretes-circulation@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr



VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0643 du 11 mai 2021 portant réglementation permanente pour l'exploitation sous chantier sur les autoroutes concédées à AREA et ADELAC dans le département de la Haute-Savoie ;

VU la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

VU le calendrier des jours hors chantier pour l'année 2026 ;

VU la demande de M. le directeur réseau de la société AREA en date du 21 août 2026 ;

VU l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA) en date du 27 août 2026 ;

VU l'avis de M. l'adjutant-chef, motocycliste du PMO d'Annecy, en date du 25 août 2026 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 31 août 2026 ;

VU l'avis de M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 10 septembre 2026 ;

VU l'avis de la mairie de Cruseilles en date du 08 septembre 2026 ;

VU l'avis de la mairie d'Allonzier-la-Caille en date du 08 septembre 2026 ;

CONSIDÉRANT que pendant les travaux de remplacement des joints de chaussées du PI 4005 au PR 140+340 sur l'autoroute A41N, il y a lieu de réglementer la circulation dans le sens de circulation Annecy vers Genève, afin de prévenir **tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic.**

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mesures d'exploitation

Dans le cadre des travaux de remplacement des joints de chaussées du PI 4005 sur l'autoroute A41N, les restrictions de circulation suivantes sont mises en œuvre, entre le PR 140+150 et le PR 140+500 sur l'autoroute A41N, dans le sens de circulation Annecy vers Genève :

Fermeture de la bretelle d'entrée 18.4 du ½ diffuseur n°18 de Cruseilles Est en direction de Genève, **durant les nuits du lundi 05 octobre, mardi 06 et mercredi 07 octobre 2026 de 21h00 à 05h00**

Itinéraire de déviation

Les clients désirant prendre l'autoroute A41N en direction de Genève, devront emprunter la D1201 en direction de Genève puis la D27 jusqu'au diffuseur n°19 de Copponex afin de reprendre l'autoroute.

Article 2 – Report

En cas de conditions météorologiques défavorables, de retard à l'avancement des travaux ou d'aléas techniques, les opérations planifiées les nuits du 05, 06 et 07 octobre 2026 peuvent être reportées aux nuits :



- Du 08 au 09 octobre 2026 – mêmes horaires
- Du 12 au 13 octobre 2026 – mêmes horaires
- Du 13 au 14 octobre 2026 – mêmes horaires
- Du 14 au 15 octobre 2026 – mêmes horaires
- Du 15 au 16 octobre 2026 – mêmes horaires

Dans ce cas, AREA en informe l'EDCF de la Haute-Savoie, le SDIS de la Haute-Savoie, le SAMU de la Haute-Savoie, le conseil départemental de la Haute-Savoie, les maires des communes d'Allonzier-la-Caille et de Cruseilles, ainsi que la DDT de la Haute-Savoie.

Article 3 – Police

Les forces de l'ordre sont présentes pour accompagner les agents de la société AREA afin de faire respecter les mesures de police nécessaires à la pose/dépose des balisages et signalisations temporaires (ralentissement de la circulation, fermeture/ouverture de section courante ou de bretelles) ainsi qu'à la réalisation des travaux.

Toutefois, dans l'hypothèse où, une fois requises, les forces de l'ordre seraient dans l'impossibilité d'être présentes, les agents d'AREA sont autorisés à réaliser seuls ces opérations, selon les consignes de l'exploitant.

En cas de nécessité opérationnelle, les véhicules de secours peuvent emprunter les bretelles et axes fermés (circulation sur chaussée avec présence de personnel à pied), après en avoir avisé le PC AREA.

Article 4 – Signalisation

La signalisation du chantier est conforme aux prescriptions réglementaires, en particulier à celles de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (8^e partie – Signalisation Temporaire) ainsi qu'aux :

- Guide de signalisation temporaire – Routes à chaussées séparées – Manuel du chef de chantier édité par le CEREMA en 2020,
- Guide de signalisation temporaire / Interventions programmées – Édition 2025.

La mise en place et le maintien de la signalisation temporaire du chantier sont assurés sous le contrôle et la responsabilité des services d'AREA.

La signalisation permanente ne doit pas être en contradiction avec la signalisation temporaire du chantier. Les signalisations permanentes et temporaire ne doivent pas constituer d'obstacles latéraux et ne doivent pas nuire à la visibilité.

Article 5 – Dérogations

L'inter-distance entre 2 balisages consécutifs sur les autoroutes A41N et A410 pourra être inférieure à la réglementation en vigueur, sans pour autant être inférieure à 3 km.

Le chantier pourra entraîner une réduction de capacité pendant les jours dits hors chantier.

Article 6 – Autres mesures

Lors de la mise en place, de la maintenance éventuelle et du retrait de la signalisation de chantier, des restrictions ponctuelles complémentaires pourront être imposées de manière à sécuriser les opérations.

Les dispositions du présent arrêté cesseront leurs effets à la fin des travaux, y compris si ces derniers sont terminés avant la fin des périodes ci-dessus définies. La chaussée sera alors rendue aux usagers dans les conditions de circulation qui étaient celles applicables avant les travaux.



Si les travaux devaient être annulés, les dispositions du présent arrêté seraient alors caduques.

Article 7 – Communication

Les automobilistes sont informés par la radio Autoroute Info 107.7 ainsi que par les messages sur les Panneaux à Messages Variables (PMV) situés sur le tracé.

Article 8 – Recours

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 9

- M. le secrétaire de la préfecture de la Haute-Savoie,
 - M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
 - M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
 - M. le directeur d'exploitation AREA,
 - M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie,
 - Mme le maire de Cruseilles et M. le maire d'Allonzier-la-Caille,
- sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée à :
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
 - M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
 - M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
 - M. le directeur régional des douanes,
 - M. le directeur de la CRZ Sud-Est.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
La chargée de réglementation de la circulation,



Cécile LEFEVRE

